

# L'Exécutif des musulmans sur la voie de la réforme

■ Une rencontre avec le ministre de la Justice a balisé le chantier en vue.

**L'**Exécutif des musulmans de Belgique, l'EMB, sauvera-t-il sa légitimité? C'était la question sous-jacente de la rencontre de ce vendredi organisée entre le ministre de la Justice Koen Geens (CD&V) et les membres de l'organe représentatif du culte musulman.

Les temps sont tellement difficiles pour l'EMB et son président Noureddine Smaili, que c'est son ministre de tutelle qui a décidé de lui venir directement en aide. Même si les dix-sept membres de l'Exécutif n'ont pu être présents vendredi, la réunion fut "très constructive", se réjouissait le cabinet, alors que d'autres rendez-vous sont désormais pris pour "continuer les discussions".

D'ici la fin du mois en effet, le ministre devrait avoir concrétisé un arrêté royal, revoyant les structures de l'Exécutif (en le divisant notamment en deux structures linguistiques), afin de le rendre plus opérationnel.

## Des menaces personnelles

Pour rappel, c'est à l'Exécutif qu'il revient d'organiser le culte, d'en désigner les ministres, et de les former. Théoriquement soutenu par l'ensemble des mosquées reconnues, il est cependant au cœur de multiples intimidations, confirmait ces derniers jours Noured-

dine Smaili dans les médias. Ce dernier a subi des menaces personnelles, dont la dégradation de sa voiture, et un début d'incendie a été provoqué dans les locaux de l'Exécutif. De plus, selon ses dires, quatre des dix-sept membres de l'Exécutif tenteraient de le déstabiliser. Représentative d'un islam ouvert et de dialogue, explique régulièrement Noureddine Smaili, sa posture est loin de contenter des franges plus conservatrices et identitaires présentes depuis toujours au sein de son institution comme au sein de la communauté musulmane.

**Proactif pour collaborer avec l'Etat, l'Exécutif manque de légitimité chez les croyants.**

## Un manque de leadership

Plus largement, il faut bien reconnaître que l'Exécutif n'a jamais pu, ni sur le plan théologique, ni sur le plan politique, gagner une vraie légitimité au sein de la communauté.

Bien qu'il soit actif pour collaborer avec les autorités politiques dans le cadre de la reconnaissance des mosquées ou, plus récemment, pour aider le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt (PS) à mettre sur pied une formation pour les imams, l'Exécutif reste l'exemple même des importantes luttes de pouvoir qui divisent les musulmans de Belgique.

Traversée par de nombreux courants théologiques, par des nationalités et des traditions multiples, la communauté peine en effet à s'accorder et apprécie peu, comme nous le rappelait mardi le spécialiste du monde arabe Hassan Bousetta, de voir certaines figures émerger pour s'assurer un leadership.

**BdO**